



Lectures
Les comptes rendus | 2015

Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*

Nassima Abdelghafour



Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/lectures/17499>

DOI: 10.4000/lectures.17499

ISSN: 2116-5289

Publisher

Centre Max Weber

Brought to you by Université de Liège



Electronic reference

Nassima Abdelghafour, "Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*", *Lectures* [Online], Reviews, Online since 27 March 2015, connection on 31 October 2023. URL: <http://journals.openedition.org/lectures/17499> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/lectures.17499>

This text was automatically generated on February 16, 2023.

The text and other elements (illustrations, imported files) are "All rights reserved", unless otherwise stated.

Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*

Nassima Abdelghafour

- 1 Dans cet ouvrage synthétique et engagé, Jean Gadrey se propose de montrer que la croissance économique ne reviendra pas dans les pays riches. Contrairement à d'autres auteurs qui partagent ce diagnostic mais s'en inquiètent et prescrivent des traitements de choc pour « éviter le chaos »¹, il nous invite à nous réjouir de cette situation et à y voir l'occasion de réorganiser la société autour d'un système de valeurs renouvelé, faisant plus de place au bien-être, à la solidarité et à la préservation de l'environnement. Cette troisième édition augmentée paraît au moment où le débat sur la croissance économique prend de l'ampleur et évolue : ceux qui défendent l'idée que la fin de la croissance est une perspective crédible et désirable sont « beaucoup moins minoritaires » que lors de la parution des deux précédentes éditions de l'ouvrage, en 2010 puis en 2011. Ces positions sont désormais relayées par des économistes de renom (Bob Gordon et Paul Krugman aux États-Unis, Daniel Cohen et Thomas Piketty en France) et de plus en plus de personnalités politiques (autour de Nouvelle donne, d'Europe Écologie les Verts).
- 2 L'auteur s'emploie à détisser les liens entre l'idée de croissance et celle de progrès. Son raisonnement est servi par une approche critique et réflexive des instruments de mesure. Il ouvre la boîte noire du PIB et examine de très près la construction de cet indicateur. Il synthétise des critiques, dont certaines sont très classiques et d'autres sont plus originales. Contexte post-*subprimes* oblige, commençons par celle-ci : le PIB est un très mauvais outil de prévision des crises. L'Espagne et l'Irlande, juste avant la crise qui les a durement frappées, faisaient figure de miracles économiques ; les États-Unis ont également connu une croissance forte jusqu'en 2008. En poussant l'analyse un cran plus loin, on peut même voir un effet contre-performatif, ou pervers, de la croissance : « On observe déjà qu'au moindre signe de reprise significative de la croissance au niveau mondial, les tensions sur les matières premières, l'énergie et les capacités de fret font exploser le prix de ces ressources, la spéculation devançant toujours l'événement pour dresser un obstacle par anticipation. [...] Bref la croissance, même seulement anticipée, vient étouffer la croissance »² (p. 159).

- 3 Plus banale, mais fondamentale est la distinction entre le « *beaucoup-produire* » et le *bien-être*. Jean Gadrey note, à la suite notamment de James Tobin et William Nordhaus qui avaient développé ces critiques au début des années 1970³, que tout ce qui se vend avec une valeur ajoutée est compté dans le PIB, même lorsqu'il s'agit d'éléments qui détériorent le bien-être des ménages. Par exemple, les profits dégagés par les banques américaines en 2007 ont fortement contribué à la croissance du PIB mais aussi à la bulle du crédit immobilier, dont l'éclatement a eu les conséquences dramatiques qu'on connaît. Le PIB a finalement un apport très limité puisqu'il n'indique que la croissance du volume des quantités produites, sans rien révéler ni de la qualité, ni de la durabilité, ni de l'impact des biens et services produits sur le bien-être individuel ou collectif.
- 4 L'emphase sur la mesure des volumes peut se comprendre dans le contexte historique dans lequel a émergé la comptabilité nationale. La volonté de mesurer la production nationale est apparue en France dans les années 1930 et 1940, en vue de produire une estimation des ressources mobilisables en cas de guerre, puis de reconstruire l'industrie. Il ne s'agissait alors nullement de bien-être, mais de puissance (voire de puissance virile). Ce n'est en effet que depuis 1976 que les services non marchands (santé, éducation, protection sociale), plutôt assimilés dans l'imaginaire à des activités féminines, sont inclus dans le PIB. Le système de comptabilité nationale révèle un système de valeurs : les activités auxquelles on choisit d'imputer une *valeur* monétaire sont aussi celles qui sont symboliquement valorisées. Ainsi, aujourd'hui encore, on impute une valeur monétaire à la production domestique de biens mais pas à la production domestique de services. « Celui qui produit des pommes de terre dans "son" potager contribue au PIB, pas celle qui les cuit dans "sa" cuisine »⁴ (p. 36).
- 5 Jean Gadrey montre bien que le PIB n'est pas un instrument neutre mais qu'il reflète une certaine vision de la société, dont il affirme qu'elle est devenue obsolète. Il entend cependant dépasser le stade de la critique du fétiche de la croissance et du productivisme pour mettre l'accent sur les bienfaits concrets qu'on peut attendre de l'avènement d'une société post-croissance. Il ne s'agit pas, pour l'auteur, de viser une croissance nulle, une croissance limitée, ou une croissance négative, mais de réorganiser complètement la production en vue de « bien vivre dans un monde solidaire », pour reprendre le sous-titre de l'ouvrage. Un des points développés tout au long de la réflexion est l'incompatibilité entre le modèle de croissance et la préservation de l'environnement naturel. On observe par exemple une corrélation linéaire très nette entre le PIB par habitant et le volume des émissions de dioxyde de carbone. Des seuils critiques ont été franchis ou sont sur le point de l'être en termes de climat, de biodiversité, de qualité de l'air et des sols, etc. Et les mots d'ordre de « croissance verte » ou de « croissance immatérielle » sont pour l'auteur des « utopies scientistes ». Mal définis, ce sont des slogans, des artifices de communication plutôt que des concepts. D'une part, les innovations technologiques espérées dépendent fortement de ressources fossiles et de minerais rares, qui s'épuisent. Certaines n'existent encore qu'à l'état de projet (économie fondée sur l'hydrogène); d'autres (nucléaire de quatrième génération, OGM) comportent des risques élevés. D'autre part, la dématérialisation de l'économie est illusoire. L'auteur, spécialiste de l'économie des services, montre que l'empreinte écologique de ce secteur est en fait loin d'être négligeable.
- 6 Quelles alternatives préconise Jean Gadrey ? L'idée générale est de réorganiser la production en vue de travailler à l'amélioration de la qualité et de la durabilité des

biens et des services plutôt qu'à l'augmentation des quantités produites. Il s'agirait de mettre l'accent sur les processus de production, en visant une forme nouvelle d'efficacité, alliant le souci du travail bien fait, celui de l'économie d'énergie et de matière, et celui de la réponse adaptée et juste aux besoins de la société. L'auteur scénarise par exemple la conversion d'une agriculture intensive à une agriculture soutenable et biologique. Cette reconversion générerait des emplois, des produits de meilleure qualité et des externalités positives⁵ en termes d'environnement.

- 7 Les questions de l'emploi, des retraites et de la réduction de la pauvreté et des inégalités sont au centre des préoccupations de l'auteur. Pour financer la protection sociale, il appelle à « prendre l'argent là où il se trouve », c'est-à-dire à revenir sur les cadeaux fiscaux faits aux ménages les plus riches, « sans toucher aux revenus de la grande majorité », et à diminuer les dépenses militaires. Il ne faudrait surtout pas « hiérarchiser les urgences » en faisant passer au second plan les questions sociales sous prétexte de régler la crise environnementale, ni prôner sobriété et frugalité pour tous. Les pays pauvres ont encore besoin de croissance. Et dans les pays riches, certaines mesures de protection de l'environnement peuvent en effet être antisociales. Une taxe qui augmenterait le prix des carburants, par exemple, pèserait bien plus lourd sur les ménages dont les revenus sont les plus modestes, et nuirait fortement à l'acceptabilité sociale des mesures nécessaires. Ce qui nous amène au dernier point important, évoqué plutôt que développé dans l'ouvrage : l'auteur appelle à une sortie du système productiviste animée par la société civile, de façon participative plutôt que par un petit cercle d'experts.
- 8 Jean Gadrey déconstruit de manière convaincante et précise le fétiche de la croissance économique et du productivisme. L'exercice prospectiviste, plus périlleux, moins rigoureux, a tout de même le mérite d'esquisser des pistes de réflexion. On apprécie particulièrement l'ouverture sur d'autres disciplines (sociologie, philosophie), le retour critique permanent sur les instruments de mesure utilisés et le souci d'imaginer des solutions de manière démocratique plutôt que technocratique.

NOTES

1. Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *Croissance zéro, comment éviter le chaos*, Paris, Fayard, 2015.
2. Jean Gadrey précise que cette analyse lui a été soufflée par son collègue Laurent Cordonnier.
3. William Nordhaus et James Tobin, « Is Growth Obsolete », in *Economic Growth*, New York, NBER Working Papers, 1972 ; disponible en ligne : <http://www.nber.org/chapters/c7620.pdf>.
4. Pour approfondir la question du « sexe du PIB », un article posté par Jean Gadrey sur son blog le 19 février 2009 : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/02/19/le-sexe-du-pib/>.
5. Il s'agit de l'utilité sociale ou des avantages gratuits générés par une activité économique.

AUTHOR

NASSIMA ABDELGHAFOUR

École des hautes études en sciences sociales / Groupe de sociologie pragmatique et réflexive.